

Brochure n° 3033

Convention collective nationale

IDCC : 635. – **NÉGOCE EN FOURNITURES DENTAIRES**

ACCORD DU 13 SEPTEMBRE 2016
MODIFIANT L'ARTICLE 22 « INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE »
DE LA CONVENTION

NOR : ASET1750084M

IDCC : 635

Entre

COMIDENT

D'une part, et

FS CFDT

FEC FO

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Il a été observé que le terme « précisé » (et non calculé), à l'article 22, ainsi que l'ordre d'annonce des articles du code du travail inscrits (L. 1237-7 ne devrait pas être avant 1234-9, si le L. 1234-9 était le bon) et l'esprit de discussions lors de la rédaction de la nouvelle convention collective nationale en 2014 confortent l'idée d'une erreur de frappe dans l'article du code cité.

La rédaction actuelle n'étant pas l'intention des parties,

il a été souhaité d'y remédier.

Par conséquent :

Article 1^{er}

L'accord remplace l'article 22 qui était comme suit :

« Article 22

Indemnité de fin de carrière

Lorsqu'un salarié souhaite faire valoir ses droits à retraite ou que l'âge légal de mise à la retraite est atteint, le contrat de travail pourra être résilié.

Cette rupture du contrat de travail ne pourra être considérée ni comme une démission, ni comme un licenciement et donnera lieu au versement d'une indemnité de fin de carrière précisée par les articles L. 1237-7 et L. 1234-9 du code du travail.

en :

« Article 22

Indemnité de fin de carrière

Lorsqu'un salarié souhaite faire valoir ses droits à retraite ou que l'âge légal de mise à la retraite est atteint, le contrat de travail pourra être résilié.

Cette rupture du contrat de travail ne pourra être considérée ni comme une démission ni comme un licenciement et donnera lieu au versement d'une indemnité de fin de carrière précisée par les articles L. 1237-7 et L. 1237-9 du code du travail. Le présent accord obéit aux mêmes dispositions en matière de durée, de dénonciation et de révision que la convention collective.

Le présent accord sera déposé par la partie la plus diligente auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Article 2

Le présent accord prendra effet à compter de sa publication au *Journal officiel* et à compter de la date de son extension pour toutes les entreprises de la branche.

En même temps que le dépôt, les parties signataires s'engagent à effectuer les démarches nécessaires pour en obtenir l'extension.

Fait à Paris, le 13 septembre 2016.

(Suivent les signatures.)